

Interview de Charles-Ferdinand Nothomb: souvenirs des sommets européens (Sanem, 9 juillet 2002)

Source: Interview de Charles-Ferdinand Nothomb / CHRALES-FERDINAND NOTHOMB, Étienne Deschamps, prise de vue : Alexandre Germain.- Sanem: CVCE [Prod.], 09.07.2002. CVCE, Sanem. - (05:22, Couleur, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU
Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:
http://www.cvce.eu/obj/interview_de_charles_ferdinand_nothomb_souvenirs_des_sommets_europeens_sanem_9_juillet_2002-fr-52801b01-aa15-4f68-b9ea-abf71f6ea84d.html

Date de dernière mise à jour: 04/07/2016



Interview de Charles-Ferdinand Nothomb: souvenirs des sommets européens (Sanem, 9 juillet 2002)

[Etienne Deschamps] Quels souvenirs particuliers conservez-vous de l'ambiance qui régnait lors des sommets européens auxquels vous avez été amené à participer? Ces sommets, d'ailleurs, sont-ils le véritable moteur de la construction européenne?

[Charles-Ferdinand Nothomb] Les sommets auxquels j'ai participé, celui de Venise et celui de Londres – je crois que je n'ai participé qu'à deux sommets, je n'ai pas de mémoire visuelle d'autres – étaient intéressants. J'ai un souvenir mauvais du sommet de Londres. C'était Madame Thatcher. C'était toujours le même problème qui prenait l'avant-scène et il fallait à la fois ne pas rompre et ne pas céder et donc ça n'était pas très intéressant. Souvenir beaucoup plus intéressant du Sommet de Venise parce que, notamment, c'est là qu'on a pris la première fois une position sur le Moyen-Orient au niveau des chefs d'Etats et donc j'allais retrouver ce problème vingt ans plus tard. Là donc, j'ai souvenir d'une bonne discussion dans laquelle la Belgique avait une position modérée, comme à l'habitude, et de «go between» et de recherche d'équilibre. C'est une grande occasion. Est-ce qu'on y discute concrètement des problèmes concrets? A Venise, nous avons décidé de la composition de la Commission. C'est le sommet qui a désigné Gaston Thorn. Mon impression était que c'étaient des assemblées utiles, courtes – je n'ai pas souvenir de longs et fastidieux débats – dans lesquelles des choses essentielles étaient dites et où on se rendait compte d'un certain nombre de sérieuses impossibilités. Donc, je trouve que c'était positif. Ce n'était pas encore la période où on transférait aux sommets européens la plupart des problèmes et donc ce n'était pas la période – sauf si je ne me trompe – des longues déclarations. En tout cas, on ne discutait pas longuement de toutes sortes de problèmes qui n'étaient pas ceux dans lesquels on était immédiatement compétents ou saisis. Je pense que c'était mieux ainsi. Après, il y a eu une dérive. Les ministères des Affaires étrangères se sont fait déposséder de leur fonction de coordination au profit des sommets. Les médias se sont portés sur les sommets. Le rôle des ministres des Affaires étrangères est toujours plus difficile. On m'avait annoncé ça : quand le ministre des Affaires étrangères est avec son Premier ministre, forcément il est l'auxiliaire du Premier ministre et donc celui-là profile et sa personne et son pays de la manière qu'il juge utile ou opportune à ce moment-là. C'est vrai aux sommets européens, c'est vrai dans les voyages internationaux. J'ai fait un voyage au Congo avec Wilfried Martens. On n'a pas fait tout ce que je voulais et on a fait des choses que je n'aurais pas voulu qu'on fasse, mais dans la limite de l'autonomie du Premier ministre par rapport à la ligne diplomatique belge. Le seul rôle à veiller, c'est à la cohérence de l'ensemble vis à vis de l'extérieur. Ça enlève évidemment un peu d'autonomie au ministre des Affaires étrangères d'être avec son Premier, comme ça lui enlève de l'autonomie quand les ministres spécialisés, les ministres techniques, ont soit des réunions européennes soit des négociations directes. Que voulez-vous encore faire pour faire la cohérence quand on a réglé des problèmes sur le terrain? Je me rappelle, dans ma période particulièrement, des problèmes avec l'Algérie. Le ministre des Affaires économiques négociait des affaires de gaz. L'interférence de la politique générale avec cette politique très concrète n'était pas au bénéfice de la politique générale, c'était le problème concret qui dominait. Donc, sauf à faire des éclats, le ministre des Affaires étrangères doit faire bonne figure à un ensemble qui est parfois un peu disparate quant aux tempéraments ou quant aux préoccupations. Mais ça, c'est le rôle du département des Affaires étrangères et de ses bonnes relations internationales dans la coopération politique, parce que ce que je dis des fonctionnaires belges est vrai aussi de leurs correspondants. Ils savent, avant qu'on aille au sommet, quelle est la position des uns et des autres. Ils se sont téléphoné. Ils disent: «on ira jusque là, on ira pas jusque là». Ça c'est de la bonne Europe, c'est-à-dire tout doucement. C'est là que je dis que la coopération est parfois plus efficace que le débat et que la décision. Tout ça peut-être préparé. Les multiples concertations préalables – on en a pas parlé –, les concertations Benelux auxquelles nous tenions étaient encore faciles de mon temps. Nous avons eu de bonnes concertations Benelux. Après, il y a eu des divergences de vues importantes entre les Pays-Bas et la Belgique et ça été plutôt formel. On s'est réuni parce qu'on a toujours fait en sorte que de nous nous coalisions pour avoir notre influence collective.